|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| http://inpi.reference-syndicale.fr/files/2017/03/CGT-inpi-jaune-005-1.jpg |  | http://www.cfdt-madeinpi.org/s/misc/logo.jpg?t=1441087378 |

*Courbevoie, le 25 juin 2019*

**POUR UN VRAI DIALOGUE SOCIAL !**

Suite à notre annonce de boycott des instances de consultation et des groupes de travail associés, le Directeur général a convié les principaux responsables de nos organisations syndicales à une simple réunion.

Nous avons refusé cette invitation, car pour nous, la crise grave que nous traversons et dont est responsable la Direction générale, ne saurait être résolue par un simple tour de table. Nous avons aussi indiqué au Directeur général que nous lui communiquerons nos revendications dans l’intérêt général de notre institution et du personnel, avant toute reprise du dialogue social. Nous avons également précisé que nos Fédérations respectives, informées de la situation, seront parties prenantes dans la résolution de ce conflit.

Or, contre toute attente, alors que la Direction générale devrait chercher à apaiser le climat social, celle-ci a reconvoqué le CTEP du 11 juin dernier que nous avions quitté, convoqué plusieurs groupes de travail et un nouveau CTEP le 2 juillet prochain, **comme si rien ne s’était passé**.

**Il s’agit de provocations inadmissibles, car le Directeur général a décidé de passer en force sur tous les sujets en faisant preuve d’un mépris le plus total à l’égard du personnel et de ses représentants.**

La Direction générale nie la dégradation généralisée à l’INPI, les situations de burn-out, de stress et de risques psychosociaux, et les démissions provoquées dont elle est pourtant responsable. Outre les risques avérés dans les conditions de travail, la démotivation au travail est conséquente.

La Direction générale continue et amplifie ses réformes dans la précipitation et sans concertation, telles que la dématérialisation et le déploiement de la loi PACTE, impose des réorganisations conduisant à des suppressions d’emplois et des licenciements, à l’exemple de la fermeture de plusieurs délégations régionales et de la suppression de l’Observatoire de la propriété intellectuelle, sans oublier le déménagement forcé de la délégation de Nantes.

Sans réaction à la hauteur, d’autres réorganisations et suppressions de service sont malheureusement à craindre.

**Nous demandons l’ouverture de négociations sur :**

- le dialogue social ;

- la lutte contre la souffrance au travail ;

- l’arrêt des démantèlements de service ;

- la dématérialisation ;

- la mise en place de la loi PACTE.

**Si la Direction générale continue à faire le choix de la confrontation, nous ne céderons pas !**